



Patatra ! Le nouveau monde revient au galop !

L'annonce fracassante dans la presse de notre ministre sur une campagne IR potentiellement ouverte au public à compter du 11 mai nous a toutes et tous fait bondir ! Il paraît que les propos auraient été tronqués par le journaliste. Possible, mais... quand on sait que le DG lui même aurait été très agacé par cet article, on peut se demander si monsieur Darmanin ne serait pas en total désaccord avec la DGFIP en souhaitant que cette campagne se déroule quasi « normalement » dès le 11 mai ! Une aberration quand on connaît le contexte dans les services !

Pour nous, c'est tout vu... Notre ministre n'a aucune considération pour les agents de la DGFIP (et ce n'est pas nouveau...). Il est prêt à les mettre en danger pour se faire mousser auprès du Premier Ministre et du Président, au détriment des risques encourus par les agents !!! Les fayots finissent toujours par subir les foudres du collectif... Viendra le moment où nous saurons le lui rappeler !

Une cerise de plus sur le gâteau, le spam* du Secrétariat Général reçu sur les boîtes mail professionnelles pour nous annoncer que des gardes alternatives d'enfants sont possibles... On nous vante un accès gratuit et illimité à cette plate-forme dont le nom est à lui seul une provocation : Youpies !

Ainsi, suite à l'annonce d'une possible ré-ouverture des crèches et des écoles, les agents du ministère vont pouvoir contacter gratuitement cette plate-forme pour les « aider à trouver des intervenants qualifiés et leur apporter des solutions de garde concrètes. »

Mais attention, petite précision en fin de message, « les frais de garde restent à la charge des agents. ». Et oui, la connexion au site est gratuite mais pour la prestation, ce sera payant et à vos frais !

Alors voilà qu'après les menaces de sanctions et le hold-up sur les congés, nos dirigeants proposent de revenir au travail en payant pour faire garder nos enfants !!! Quelle ignominie !

Pour Solidaires Finances Publiques 38, les ASA en cours pour garde d'enfants de moins de 16 ans depuis le début du confinement doivent être maintenues et nous serons vigilants sur le fait qu'aucune obligation, par des menaces ou des pressions, ne soit donnée aux collègues qui ne souhaiteraient pas utiliser cette plate-forme, et qu'ils soient maintenus en ASA.

Solidaires Finances Publiques 38 exécère et dénonce toutes ces attaques et ces insinuations malsaines sur les collègues placés en réserve de la République qui auraient "bien profité" de ce confinement !

Lorsque le temps sera venu, nous n'oublierons rien, ni personne...

*Spam : « envoi massif d'un message électronique, souvent publicitaire, à un grand nombre d'internautes sans leur consentement. »...